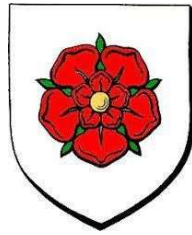


Ville de Rosheim

MAIRIE DE ROSHEIM
84 place de la République
67560 ROSHEIM



Transformation du terrain d'honneur en gazon synthétique et mise en place d'éclairage

Marché n° PA_2025_394

Règlement de la consultation Commun à tous les lots

Date et heure limites de réception des offres :

10 Juin 2025 à 17h00

Délai de rigueur

VILLE DE ROSHEIM

Transformation du terrain d'honneur en gazon synthétique et mise en place d'éclairage

Mai2025

RC Commun

D.C.E.

Dossier de Consultation des Entreprises

Marché passé sur procédure adaptée en application de l'article L. 2123-1 du code de la commande publique.

R.C.

**Règlement de Consultation
Commun à tous les lots**



CONCEPTION, ÉTUDE
& MAÎTRISE D'ŒUVRE

SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| ARTICLE 1. NOM ET ADRESSE DU POUVOIR ADJUDICATEUR ET DES INTERVENANTS | 4 |
| 1.1 - POUVOIR ADJUDICATEUR | 4 |
| 1.2 - MAITRISE D'ŒUVRE | 4 |
| 1.3 - COORDINATEUR S.P.S | 4 |
| 1.4 - CONTROLEUR TECHNIQUE | 4 |
| ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ | 4 |
| 2.1 - OBJET DU MARCHÉ | 4 |
| 2.2 - TYPE DE MARCHÉ | 4 |
| 2.3 - ALLOTISSEMENT | 4 |
| 2.4 - NOMENCLATURE | 5 |
| 2.5 - VISITE DE SITE | 5 |
| ARTICLE 3. PROCÉDURE | 5 |
| ARTICLE 4. LIEUX D'EXÉCUTION | 5 |
| ARTICLE 5. MARCHES NEGOCIES SUSCEPTIBLES D'ETRE PASSES ULTERIEUREMENT | 5 |
| ARTICLE 6. DÉLAI D'EXÉCUTION | 5 |
| ARTICLE 7. PRIX | 5 |
| ARTICLE 8. CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ | 5 |
| 8.1 - GARANTIES FINANCIERES | 5 |
| 8.2 - AVANCE | 6 |
| 8.3 - MODE DE REGLEMENT | 6 |
| 8.4 - FORME JURIDIQUE DU CANDIDAT | 6 |
| 8.5 - SOUS-TRAITANCE | 6 |
| 8.6 - LANGUE UTILISEE | 6 |
| 8.7 - VARIANTES FACULTATIVES ET EXIGÉES | 7 |
| 8.8 - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES | 7 |
| ARTICLE 9. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION | 7 |
| ARTICLE 10. MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION | 7 |
| ARTICLE 11. MODIFICATION MINEURES DU DOSSIER DE CONSULTATION | 8 |
| ARTICLE 12. CONDITIONS DE TRANSMISSION DES OFFRES | 8 |
| 12.1 - TRANSMISSION ELECTRONIQUE | 8 |
| 12.2 - DATE LIMITE DE TRANSMISSION | 8 |
| 12.3 - PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FICHIERS INFORMATIQUES | 9 |
| 12.4 - COPIE DE SAUVEGARDE | 9 |
| 12.5 - TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER | 10 |
| ARTICLE 13. CONTENU DES OFFRES | 10 |
| 13.1 - DOCUMENTS RELATIFS A LA CANDIDATURE | 10 |
| 13.2 - DOCUMENTS RELATIFS A L'OFFRE..... | 11 |
| ARTICLE 14. SIGNATURE DES DOCUMENTS DE L'OFFRE | 12 |
| ARTICLE 15. CRITÈRES D'ATTRIBUTION | 13 |
| ARTICLE 16. DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES | 13 |
| ARTICLE 17. EXAMEN DE RECEVABILITE DES CANDIDATURES | 13 |
| ARTICLE 18. ANALYSE DES OFFRES | 14 |
| ARTICLE 19. AUTRES RENSEIGNEMENTS | 16 |
| 19.1 - NEGOCIATION | 16 |

| | |
|---|----|
| 19.2 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES | 17 |
| 19.3 - DOCUMENTS A PRODUIRE AU STADE DE L'ATTRIBUTION DU MARCHE | 17 |
| 19.4 - AVIS D'INFORMATION DE LA DECISION | 17 |
| 19.5 - AMENAGEMENTS EN CAS DE MENACE SANITAIRE GRAVE APPELANT DES MESURES D'URGENCE | 17 |
| 19.6 - TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL | 18 |
| 19.7 - RECOURS | 18 |

Article 1. NOM ET ADRESSE DU POUVOIR ADJUDICATEUR ET DES INTERVENANTS**1.1 - Pouvoir adjudicateur**

COMMUNE DE ROSHEIM
84 Place de la république
67560 ROSHEIM
Tél : 03.88.49.27.60

Représentant du Pouvoir Adjudicateur : Monsieur le Maire

1.2 - Maîtrise d'œuvre

La Maîtrise d'œuvre est assurée par :

OSMOSE Ingénierie
68 D rue de Wambrechies, 59520 Marquette-Lez-Lille
Tél : 0.320.340.350 - Fax : 0.320.340.359

1.3 - Coordinateur S.P.S

En cours de désignation

1.4 - Contrôleur Technique

Sans Objet

Article 2. OBJET DU MARCHE**2.1 - Objet du marché**

Le marché a pour objet les travaux de construction d'un terrain de football d'honneur synthétique et éclairage sportif sur la Commune de Rosheim.

2.2 - Type de marché

Marché de travaux.

2.3 - Allotissement

Le marché est un marché divisé en 2 lots.

Chaque lot faisant l'objet d'un marché distinct. Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

LOT 1 – INFRASTRUCTURES SPORTIVES

- 1 TRAVAUX PREALABLES
- 2 DEPOSE / DEMOLITIONS
- 3 TERRASSEMENTS
- 4 RESEAUX DU TERRAIN DE GRAND JEUX
- 5 BORDURES
- 6 TERRAIN EN GAZON SYNTHETIQUE
- 7 EQUIPEMENTS SPORTIFS
- 8 SERRURERIES
- 9 CIRCULATIONS

10 AMENAGEMENTS PAYSAGERS ET TRAITEMENT DES ABORDS
 PSE 1 – LONGRINE SOUS MAIN- COURANTE
 PSE 2 – CIRCULATIONS TENNIS
 TRANCHE OPTIONNELLE – CLOUTAGE

LOT 2 – ECLAIRAGE SPORTIF

1 TRAVAUX PREALABLES
 2 DEPOSES
 3 CABLES ET ARMOIRES ELECTRIQUES
 4 MASSIFS BETON, MATS ET PROJECTEURS

Il est possible de présenter une offre pour un ou plusieurs lots sans toutefois présenter des offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus.

2.4 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

| Lot(s) | Code principal | Description |
|--------|----------------|---|
| 01 | 45112720-8 | Travaux d'aménagement paysager de terrains de sport et d'aires de loisirs |
| 02 | 45316100-6 | Installation d'appareils d'éclairage extérieur |

2.5 - Visite de site

Aucune visite de site n'est prévue.

Article 3. PROCÉDURE

Ce marché est passé en procédure adaptée, selon les dispositions des articles L. 2123-1 du code de la commande publique.

Article 4. LIEUX D'EXÉCUTION

Les travaux objet du marché seront réalisés sur la commune de ROSHEM (67560).

Article 5. MARCHES NEGOCIES SUSCEPTIBLES D'ETRE PASSES ULTERIEUREMENT

En application des dispositions de l'article Article R2122-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché négocié avec le titulaire pour des prestations similaires, sans publicité préalable et sans mise en concurrence, dans la mesure où le montant total envisagé comprend le chiffrage prévisionnel de telles prestations.

Article 6. DÉLAI D'EXÉCUTION

Les délais d'exécution, comprenant les périodes de préparation, sont fixés au cadre de l'Acte d'engagement et ne peuvent être modifiés par le candidat. La date prévisible pour le démarrage des travaux est la suivante : Mi-Juillet 2025

La date de démarrage est donnée à titre indicatif, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de la modifier.

Article 7. PRIX

Les prix indiqués par le candidat sont actualisables dans les conditions fixées au cahier des clauses administratives particulières.

Les prix indiqués par le candidat dans les Bordereaux de Prix sont unitaires.

Le montant du marché sera indiqué par le candidat à l'article 2 de l'acte d'engagement à partir des éléments du détail quantitatif estimatif.

Article 8. CONDITIONS RELATIVES AU MARCHE 8.1 - *Garanties financières*

Les articles Article R2191-32, R2191-33, R2191-34 et R2191-35 du Code de la commande publique relatifs à la constitution d'une retenue de garantie de 5 % du montant du marché sont seuls applicables.

8.2 - *Avance*

Si le montant du marché est supérieur à 50 000 € H.T. et le délai d'exécution supérieur à deux mois, une avance peut être versée à l'attributaire selon les articles R2191-3, R2191-4, R2191-5 du code de la commande publique. Le versement de l'avance est conditionné à la constitution d'une garantie à première demande.

8.3 - *Mode de règlement*

Le mode de règlement choisi par le maître de l'ouvrage est le virement par mandat administratif, avec un délai maximum de paiement fixé à 30 jours à compter de la réception de la facture. Les prestations seront financées par les ressources propres de la collectivité.

8.4 - *Forme juridique du candidat*

Entreprise unique ou groupement.

Le groupement peut être conjoint ou solidaire. Le mandataire du groupement conjoint est solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidat individuel et mandataire d'un groupement, -
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières, à l'exception de la lettre de candidature (ou DC1) fournie en un seul exemplaire. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

8.5 - *Sous-traitance*

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt par le biais de la demande d'acceptation de sous-traitant. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire sauf lorsque le montant est inférieur à 500 € TTC.

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le formulaire DC4 est disponible à l'adresse suivante :

https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimes_dc/DC4-2019.doc.

8.6 - *Langue utilisée*

La langue de travail pour les opérations préalables à l'attribution du marché et pour son exécution est le **français exclusivement**.

Si les documents fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Tous les certificats, attestations ou déclarations doivent être rédigés en langue française. Les certificats ou attestations rédigés en langue étrangère ne seront recevables que s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (soit auprès des tribunaux français, soit auprès des tribunaux du pays candidat), et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

8.7 - Variantes facultatives et exigées

Variante exigée.

Sans objet.

Variante libre

La proposition de variante libre est interdite.

8.8 - Prestations Supplémentaires Eventuelles

La réponse aux PSE est obligatoire.

Article 9. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Les documents à produire sont en application des articles R.2143-13 et 2143-14 du code de la commande publique.

Le dossier de consultation comprend :

- Le présent Règlement de Consultation (R.C.)
- L'Acte d'Engagement (A.E), et ses éventuelles annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)
- Le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U), un par lot
- Le Détail Quantitatif Estimatif (D.Q.E), un par lot
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P),

Le Dossier des Plans :

Pour la base :

- N°1 - Plan de situation - N°2 - Plan d'état des lieux
- N°3 - Plan masse
- N°4 - Plan réseaux
- N°5 - plan masse PSE Longrine béton · Annexes :
- Etude Géotechnique
- Le calendrier prévisionnel des travaux.

S'appliqueront également au présent marché, les pièces suivantes – non transmises dans le DCE.

.Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;

.Le fascicule du cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicable aux marchés de travaux approuvé par l'arrêté du 7 octobre 2021, relatif à chaque lot.

Article 10. Modalités d'obtention du dossier de consultation

Les documents de la consultation seront disponibles sur le site : <https://alsacemarchespublics.eu>

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

L'identification lors du retrait d'un DCE est indispensable si les candidats souhaitent être tenus informés des modifications relatives à ce dossier ainsi que des éventuels avis rectificatifs ou déclarations sans suite.

Les candidats doivent être particulièrement vigilants s'agissant de l'adresse électronique renseignée lors de leur identification sur la plateforme. Cette adresse sera en effet utilisée pour toutes les alertes et communications ultérieures qui seront exclusivement mises en oeuvre sur cette plateforme.

Il est fortement conseillé aux candidats de vérifier que les alertes du profil acheteur ne sont pas filtrées par le dispositif anti-spam de leur société ou redirigée vers les courriels indésirables.

La responsabilité du pouvoir adjudicateur ne saurait être recherchée si le candidat :

- n'a pas souhaité s'identifier et/ou créer un compte ;
- ne s'est pas tenu informé des évolutions éventuelles de la consultation ;
- n'a pas consulté les courriels d'alerte pour quelque raison que ce soit (pendant la phase de consultation) ou ne les a pas pris en compte dans la présentation de son offre ;
- a communiqué une adresse e-mail erronée lors de son identification (ou n'a pas actualisé son adresse en cas de changement).

Article 11. Modifications mineures du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 6 jours ouvrés avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 12. CONDITIONS DE TRANSMISSION DES OFFRES

12.1 - Transmission électronique

Toute modification de l'une des pièces constitutives du marché par le candidat entraîne l'irrégularité de l'offre du candidat.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : **<https://www.alsacemarchespublics.eu/>**

Par conséquent,

- la remise contre récépissé des éléments de candidature et d'offre sur support papier n'est plus autorisée,
- la présentation sur un support physique électronique n'est plus autorisée, - l'envoi par voie postale des pièces précitées n'est plus autorisé.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

12.2 - Date limite de transmission

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde du présent document, de manière électronique sur le profil d'acheteur : **<https://www.alsacemarchespublics.eu/>** La transmission des documents fait l'objet d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Avant la remise de son offre, le candidat est réputé avoir :

- pris connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des prestations ainsi que des sites, des lieux et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des prestations en vue d'une réalisation des prestations respectant les normes réglementaires et conformes aux règles de l'art en la matière ;
- apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des prestations et d'être parfaitement et totalement rendu compte de leur importance et de leurs particularités ;
- pris tous les renseignements complémentaires éventuels auprès du pouvoir adjudicateur.

Il appartient à chaque candidat de tenir compte de la durée du téléchargement qui est fonction du débit d'accès internet dont il dispose et de la taille des documents qu'il transmet.

Il est rappelé que seule la transmission électronique complète avant l'heure limite de réception des offres constitue une offre électronique remise dans les délais. Une offre électronique, en cours de transmission au moment de l'heure limite de réception des offres, constitue une offre reçue hors délai.

AVERTISSEMENTS

- Seule la date de réception de l'offre par la plateforme est prise en compte et en aucun cas, la date d'envoi par le candidat. Il est donc recommandé au candidat d'anticiper l'envoi de son offre électronique, afin de respecter la date et heure limite de remise des offres, indiquées sur la page de garde du règlement de consultation.

Ainsi les offres qui seraient réceptionnées par le serveur après l'heure limite (même si le début de la transmission a été effectué avant cette heure) ne seront pas examinées et seront qualifiées hors délai.

- En cas d'envois successifs, seule sera retenue la dernière réponse déposée avant la date limite de remise des plis. En cas d'oubli d'un document, veuillez effectuer un nouveau dépôt en joignant l'ensemble des pièces de votre offre. • Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat. En cas de difficultés rencontrées lors du dépôt de l'offre, il appartient au candidat de contacter l'assistance technique en ligne de la plate-forme pour la résolution du problème rencontré. Le cas échéant, il convient de demander un justificatif (ticket) qui sera transmis à l'appui de l'offre.

Tous les frais et coûts engagés par le candidat pour participer et soumissionner à la consultation demeure à sa charge exclusive.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

12.3 - Prescriptions relatives aux fichiers informatiques

Tout document ou support électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par l'acheteur sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Aussi, il est conseillé aux candidats d'utiliser un antivirus régulièrement mis à jour.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles. Les formats de fichiers acceptés par l'acheteur sont les suivants : ".doc", ".xls", ".ppt", ".zip", ".pdf", ".docx", ".xlsx", ".pptx", ".DWG" (AutoCAD).

Les noms des fichiers transmis par le candidat doivent comporter à minima la dénomination commerciale abrégé du candidat et l'éventuel numéro du lot concerné. La dénomination des documents doit être le plus simple possible pour permettre au pouvoir adjudicateur d'identifier le fichier sans devoir l'ouvrir.

12.4 - Copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Mairie de Rosheim – Hôtel de Ville

La copie est transmise dans les délais impartis pour la remise des offres des soumissionnaires.

Chaque document pour lequel une signature est requise doit faire l'objet d'une signature manuelle ou électronique au format XAdES, CAdES ou PAdES. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Au vu des délais d'obtention qui peuvent être allongés, le candidat est fortement invité à anticiper sa demande de certificat de signature électronique auprès du prestataire.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

La signature électronique des documents n'est pas exigée au stade du dépôt de l'offre mais fortement recommandée. A défaut, une signature manuscrite devra néanmoins être apposée sur l'acte d'engagement. La signature électronique du contrat (acte d'engagement ou convention) par l'attributaire sera exigée au final.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format PAdES.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats. Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur offre quelques minutes avant l'heure limite et de s'être assurés au préalable qu'ils maîtrisent bien le mode de fonctionnement de la plate-forme (attention aux pré-requis techniques).

12.5 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

Article 13. CONTENU DES OFFRES 13.1 - Documents relatifs à la candidature

Toute modification de l'une des pièces constitutives du marché par le candidat entraîne l'irrégularité de l'offre du candidat.

Les documents relatifs à la candidature sont prévus aux articles L 2142-1 et suivants du code, et peuvent être complétées en application de l'article R. 2144-2.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- + Une lettre de candidature établie sur un formulaire DC1 à jour entièrement complété, ou établie sur papier libre, et précisant :
 - ☐ Le nom et l'adresse du candidat
 - ☐ Éventuellement le numéro et la nature du(des) lot(s) concerné(s)
 - ☐ Si le candidat se présente seul ou en groupement ; dans ce dernier cas, désignation des membres du groupement et habilitation donnée au mandataire
 - ☐ Le nom et qualité du ou des signataires, les documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à engager le candidat
 - ☐ Une déclaration sur l'honneur : le candidat devra produire une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles 45 et 48 de l'ordonnance relative aux marchés publics et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- + Une déclaration du candidat établie sur un formulaire DC2 à jour entièrement complété, ou établie sur papier libre, et précisant :
 - ☐ Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
 - ☐ Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- + Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants ;
- + Indication des titres d'études et professionnels des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché ;
- + Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;
- + Certificat(s) de qualité ou de capacité délivré (s) par des organismes indépendants ou moyens de preuve équivalents, notamment, certificats de qualifications professionnelles ou de conformité à des spécifications techniques :

Lot 1 : Infrastructures sportives

. QUALISPORT 102 – Terrain de grand jeu en gazon synthétique

Lot 2 : Eclairage sportif

. QUALIFELEC TN 4

La preuve de la capacité de l'entreprise peut être apportée par tout moyen ; outre le certificat de qualification professionnelle, le pouvoir adjudicateur appréciera particulièrement, comme preuve de cette compétence, la production par l'entreprise d'au moins trois certificats de capacité pour des travaux similaires établis par des maîtres d'ouvrage et datant de moins de trois ans attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat. Pour être pris en compte ces certificats devront mentionner la description sommaire des ouvrages exécutés et le montant des travaux.

- + Déclaration appropriée de banque ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.
- + Dans le cas où le candidat est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements prononcés.
- + Salariés étrangers : Copie de la déclaration de détachement de travailleurs (articles R. 1263-12 du Code de la commande publique). Pièce prévue à l'article D.8254-2 ou D. 8254-5 du Code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers que la société emploie et qui sont soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L.5221-2 du Code du travail. Cette liste précisera, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail OU l'attestation sur l'honneur du non-emploi de salariés étrangers au sein de la société ; + K-bis de moins de 3 mois.
- + Candidat étranger : Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par

une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Pour information, les formulaires à jour de type DC1, DC2, etc... sont disponibles sur le site internet du Ministère de l'Economie : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>.

- Conformément à l'article R2143-13 de la commande publique, il est précisé que les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature du candidat toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.
- Par ailleurs, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qu'il a déjà transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Si les documents fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Si le candidat s'appuie sur d'autres opérateurs économiques pour présenter sa candidature :

- Production pour chacun de ces opérateurs des mêmes documents qui sont exigés du candidat pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières ;
- Production d'un engagement écrit de chacun de ces opérateurs justifiant que le candidat dispose de leurs capacités pour l'exécution du marché.

13.2 - Documents relatifs à l'offre

Au titre des documents relatifs à l'offre, chaque candidat devra produire :

- **L'Acte d'engagement** cadre joint à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) qualifié(s) du candidat ainsi que son annexe éventuelle ; Il sera présenté un Acte d'engagement par lot et un Acte d'engagement par variante éventuelle. **La signature de l'acte d'engagement sera obligatoirement manuscrite et sera demandée au seul candidat attributaire du marché**
- **Le Cahier des Clauses Administratives Particulières** (commun à tous les lots) à accepter sans modification ni réserve, avec la mention manuscrite « lu et accepté » ;
- **Le Bordereau de Prix Unitaires** (un par lot) cadre joint, à compléter, par le(s) représentant(s) qualifié(s) du candidat ;
- **Le Détail Quantitatif Estimatif** (un par lot) cadre joint, à compléter, par le(s) représentant(s) qualifié(s) du candidat ;
- **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières** ci-joint à accepter sans modification ni réserve, avec la mention manuscrite « lu et accepté » ; et ses éventuelles annexes
- **Le Dossier des plans** à accepter, La photocopie de la page de cartouche vaudra acceptation ;
- **Un mémoire justificatif détaillé**, pour chaque lot concerné, permettant de juger de la valeur technique de l'offre et comportant notamment :

Mémoire de 50 pages maximum, décomposé comme suit :

En cas de dépassement, seules les premières pages autorisées seront prises en compte dans le jugement. Aucune information ne sera retenue dans le cadre du jugement de la valeur d'un sous-critère au-delà du nombre de pages indiquées pour les sous-critères concernés. Les informations relatives à chaque sous-critère devront expressément apparaître dans le chapitre concerné. Aucune information située en dehors de son chapitre, ou sur une fiche technique en annexe (sans y être au préalable indiqué dans le chapitre) ou encore dans des conditions générales de vente ne sera prise en compte dans le cadre du sous-critère concerné.

- ☐ **Chapitre 1** : Descriptif des procédés techniques retenus pour chaque ouvrage avec liste des matériaux envisagés (y compris fiches techniques et PV en annexe) – **10 pages maximum (hors annexes)**
- ☐ **Chapitre 2** : Proposition d'engagement du candidat sur des dispositions de garanties contractuelles et leurs éventuelles couvertures par assurance. **5 pages maximum.**
- ☐ **Chapitre 3** : Indication des procédés d'exécution envisagés, de la méthodologie suivie et des moyens humains et matériels spécifiques à ce chantier qui seront utilisés. **20 pages maximum, y compris plans et schémas.**

- **Chapitre 4** : Programmation détaillée par tâche des travaux avec indication des délais de livraison des principales fournitures et d'intervention des différents opérateurs économiques. **5 pages maximum (A3 autorisées)**
- **Chapitre 5** : Performances environnementales du candidat applicable à ce projet
 - ✦ Indications sur la réutilisation éventuelle de matériaux, indications sur la valorisation de produits à évacuer du chantier,
 - ✦ Schéma d'Organisation du Suivi d'Elimination des Déchets de Chantier, Définition et quantification des déchets du chantier
 - ✦ Fiches techniques attestant du recours à des produits à faible impact environnementaux, Prise en compte de la biodégradabilité des produits proposés, Cycle de vie des produits **10 pages maximum.**
- **Annexes :**
 - ✦ Tous lots : Fiches techniques des matériaux
 - ✦ Pour le Lot 1 : Procès-verbal établi par un laboratoire indépendant du candidat attestant les valeurs obtenues par le revêtement proposé au regard des valeurs contractuellement demandées
 - ✦ Pour le Lot 2 : Eclairage sportif Etude d'éclairement sur les solutions matériels proposés

Le mémoire justificatif détaillé remis par le candidat sera contractuel.

Article 14. SIGNATURE DES DOCUMENTS DE L'OFFRE

Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

La signature de l'acte d'engagement n'est pas exigée lors de la remise de l'offre. Le

marché public sera, in fine, signé par les parties sous forme manuscrite.

L'attributaire devra envoyer l'acte d'engagement signé dans les délais fixés par le pouvoir adjudicateur à l'adresse suivante :

Mairie de ROSHEIM
84 place de la République
67560 ROSHEIM

En cas de groupement l'acte d'engagement sera signé par le mandataire dument habilité par un document d'habilitation (copie de la convention de groupement ou acte spécifique d'habilitation). Ce document d'habilitation, transmis électroniquement à l'acheteur, est signé par les autres membres du groupement. Cette signature peut être électronique. Elle peut aussi être manuscrite et le document d'habilitation scanné, dans ce cas l'original pourra être exigé par l'acheteur en cas d'attribution.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la signature manuscrite numérisée n'a ni la valeur d'une signature électronique ni la valeur d'une signature manuscrite originale. La signature numérisée n'est admissible que pour les documents dont l'original n'est pas nécessaire.

Article 15. CRITÈRES D'ATTRIBUTION

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

- | | |
|-------------------------|------------|
| 1. Prix des prestations | (coef. 40) |
| 2. Valeur technique | (coef. 60) |

Article 16. DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à cent quatre-vingt (180) jours à compter de la date limite de remise des offres.

Article 17. EXAMEN DE RECEVABILITE DES CANDIDATURES

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Cet examen sera effectué dans les conditions prévues aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique.

A l'issue de l'examen des candidatures, seront éliminées :

- les candidatures non recevables (articles L. 2141-1 à L. 2141-13 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique) ;
- les candidatures non accompagnées des pièces mentionnées au RC (articles R. 2143-1 à R. 2143-16, arrêté n° ECOM1830221A du 22 mars 2019) ;
- les candidatures ne présentant pas les garanties techniques, professionnelles et financières suffisantes (articles R. 2142-1, R. 2142-2, R.2142-5 à R. 2142-14, R. 2142-19 à R. 2142-27, R. 2144-1 à R. 2144-7 et R. 2151-16 du Code de la commande publique) ;
- les candidatures ne répondant pas aux exigences d'envoi indiquées à l'article 10 du présent règlement de consultation.

Lorsque le candidat est en situation de redressement judiciaire, il est dans l'obligation de préciser à quel stade en est la procédure.

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que soustraitant. Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion. A défaut, le candidat est exclu de la procédure.

Si les candidatures sont analysées avant les offres et s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, en application de l'article R. 2144-2 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai approprié et identique pour tous.

Conformément à l'article R. 2161-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra procéder à l'examen des offres avant l'examen des candidatures. Si les offres sont analysées avant les candidatures, seule la candidature du titulaire pressenti est analysée. Si ce dernier ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations nécessaires, son offre sera rejetée. Dans ce cas, sa candidature est déclarée irrecevable et la candidature est éliminée par le pouvoir adjudicateur qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Article 18. ANALYSE DES OFFRES

Le jugement se fait selon les dispositions des articles R 2152-1 et L 2152-2.

Ces conditions prévoient notamment :

- L'examen de la conformité des réponses aux documents de consultation ; –
- La prise en compte des critères d'attribution énumérés à l'article 13.

Pour le jugement du critère « prix », le montant pris en compte est celui indiqué en EUROS H.T. dans l'acte d'engagement.

La meilleure note sera attribuée à l'offre dont le montant est le plus bas.

Les offres paraissant anormalement basses au Pouvoir Adjudicateur pourront être rejetées sur décision motivée. Des précisions seront demandées et vérifiées, elles porteront notamment sur des sous détails des éléments constitutifs des prix des différents postes en distinguant :

- Les coûts directs décomposés en salaires et charges, dépenses de matériaux et de consommables, dépense de matériels.
- Les frais généraux, exprimés en pourcentage des coûts directs
- La marge pour risques et bénéfices exprimée en pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.

Barème de notation :

$$\text{Note de l'offre} = \frac{\text{Prix minimum constaté}}{\text{Prix de l'offre analysée} \times 40}$$

En cas d'erreurs de calculs ou de discordances constatées dans une offre, les indications portées dans le bordereau de prix unitaires prévaudront sur toute autre indication de l'offre, et le montant de l'offre sera rectifié en conséquence. C'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

Si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité, lors d'une mise au point, à rectifier son offre afin de la mettre en cohérence avec le prix unitaire correspondant. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente et le marché sera attribué au candidat classé comme le second.

Par ailleurs, la règle des arrondis suivante s'applique :

- si le troisième chiffre après la virgule est égal ou supérieur à 5, on arrondit au centime supérieur ;
- si le troisième chiffre après la virgule est inférieur à 5, on arrondit au centime inférieur.

Pour le jugement du critère « Valeur technique »,

Il sera jugé à partir des mémoires justificatifs détaillés, pour chaque lot concerné, selon le barème de notation suivant :

| Notes | Contenu du mémoire |
|--------|---|
| 0 | Renseignements non fournis : le mémoire technique ne traite d'aucun élément relatif au projet pour le sous critère concerné. |
| 1 à 2 | Renseignements très imprécis : le mémoire technique ne traite que de quelques éléments relatifs au projet pour le sous critère concerné. Offre insuffisante pour le sous critère concerné |
| 3 à 4 | Renseignements incomplets et insuffisamment adaptés au projet. : le mémoire technique ne répond que partiellement aux attentes pour le sous critère concerné. Offre partiellement insuffisante pour le sous critère concerné |
| 5 à 6 | Renseignements fournis répondant aux attentes minimales du projet Le mémoire technique traite des éléments principaux relatifs au projet mais ne présente aucun avantage particulier par rapport aux autres candidats. Offre suffisante pour le sous critère concerné |
| 7 à 8 | Renseignements fournis correspondant aux attentes du projet. Le mémoire technique présente un minimum d'avantages particuliers par rapports aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification Offre jugée bonne et avantageuse pour le sous critère concerné |
| 9 à 10 | Renseignements fournis complets, explicites et parfaitement adaptés au projet. le mémoire technique traite de façon circonstanciée l'ensemble des éléments du projet pour le sous critère concerné. Le mémoire technique présente un grand nombre d'avantages particuliers par rapports aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification Offre jugée très intéressante pour le sous critère concerné |

Modalités de calcul des notes :

Critère « Valeur technique »:

Ce critère sera jugé à partir de la proposition du candidat :

- Indications sur la qualité des matériaux, matériels, nécessaires à la réalisation du projet, permettant d'apprécier leurs qualités au regard des performances décrites au Dossier de Consultation sur la base (sur 20) (dont 10 points sur les revêtements sportifs pour le lot 1)
- Proposition d'engagement du candidat sur des dispositions de garanties contractuelles et leurs éventuelles couvertures par assurance. (sur 5)
- Indication des procédés d'exécution envisagés, de la méthodologie suivie et des moyens humains et matériels spécifiques à ce chantier qui seront utilisés, (sur 20)
- Programmation détaillée par tâche des travaux avec indication des délais de livraison des principales fournitures et d'intervention des différents opérateurs économiques, et dispositions spécifiques en matière d'assurance de la qualité (sur 10 dont 5 points sur les délais d'exécution)
- Performances environnementales du candidat applicable à ce projet (sur 5)

Note de l'offre =

$$\frac{\text{Points obtenus par l'offre} \times 60}{\text{Maximum de points constaté}}$$

Élimination et régularisation : Conformément aux articles R. 2152-1 et R.2152-2 du code de la commande publique, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées sans être classées. Il en est de même pour les offres hors délais et les offres anormalement basses (articles R.2152-3 à R.2152-5 du code de la commande publique).

L'acheteur se réserve la possibilité de demander aux soumissionnaires ayant remis une offre irrégulière de régulariser leur proposition, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre du soumissionnaire sera définitivement rejetée. Cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres. Les précisions et compléments sont présentés par écrit et, en tant que de besoin, ultérieurement annexés à la proposition initiale.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles seraient constatées dans l'offre du candidat, il sera invité à confirmer l'offre rectifiée en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Article 19. AUTRES RENSEIGNEMENTS 19.1 - Négociation

Les candidats sont informés, que sur la base d'une première analyse des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier avec les trois candidats les mieux classés.

La négociation portera sur tous les éléments de l'offre présentée, elle ne pourra pas avoir pour objet la production éventuelle de variante complémentaire.

Le pouvoir adjudicateur pourra négocier même avec des candidats ayant déposé des offres irrégulières, inacceptables, après régularisation.

L'administration se réserve le droit de décider, en cours de procédure, si elle négociera ou non.

En application des articles L2352-1 à L2352-4 et L2152-1 et L2152-5 à L2152-6 de la commande publique, les offres inappropriées ou anormalement basses sont éliminées et ne peuvent pas être régularisées ni par une demande spécifique de l'administration, ni par la négociation.

Dans le cas où l'administration décide de ne pas négocier :

Toutes les offres initiales sont analysées, y compris les offres irrégulières ou inacceptables. A l'issue de l'analyse, l'acheteur pourra autoriser les soumissionnaires ayant présenté une offre irrégulière à régulariser leur offre dans un délai identique pour tous. Les offres inacceptables seront éliminées.

Dans le cas où l'administration décide de négocier :

L'administration engagera les négociations avec les 3 candidats présentant les offres initiales les mieux classées.

Dans le cas où l'irrégularité empêche le pouvoir adjudicateur de noter un critère ou un sous-critère, celui-ci obtient la note de zéro (0) sans qu'elle soit éliminatoire.

Si des offres sont irrégulières ou inacceptables à l'issue de l'analyse des offres initiales, mais peuvent participer à la négociation d'après leur classement initial, la procédure de régularisation des offres pourra être mise en œuvre avec l'ensemble des candidats concernés, dans le cadre de la négociation.

La négociation peut porter sur tous les éléments de l'offre, notamment sur le prix, mais ne peut porter sur l'objet du marché, ni modifier substantiellement les caractéristiques et les conditions d'exécution du marché telles qu'elles sont définies dans les documents de la consultation. La négociation est conduite dans le respect des principes de transparence et d'égalité de traitement des candidats. Les informations données aux candidats ne peuvent être de nature à avantager certains d'entre eux.

A l'issue des négociations, les candidats seront invités à remettre leur offre finale. A ce titre, ceux qui auraient éventuellement remis une offre initiale irrégulière ou inacceptable auront à remettre une offre finale conforme aux exigences du règlement de la consultation et acceptable, au risque de voir leur offre rejetée.

Si des offres demeurent inacceptables, celles-ci seront éliminées.

Si des offres demeurent irrégulières, celles-ci uniquement pourront faire l'objet d'une demande de régularisation.

Qu'il y ait eu négociation ou pas, pour établir l'analyse et le classement final des offres, l'acheteur s'appuiera sur les offres appropriées, régulières et acceptables éventuellement régularisées.

L'acheteur retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères énoncés dans le présent document et leur pondération.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, le pouvoir adjudicateur et le soumissionnaire retenu procéderont à une mise au point des composantes du marché avant sa signature conformément à l'article R2152-13 du CCP.

19.2 - Renseignements complémentaires

Les questions des candidats ainsi que les réponses apportées par le pouvoir adjudicateur mais aussi les échanges éventuels en cours d'examen des candidatures et des offres, comme les demandes de pièces complémentaires ou de précisions sur l'offre, l'éventuelle demande de régularisation ou les négociations et même les notifications des décisions (lettre de rejet, etc..) sont opérés par voie électronique au moyen du profil d'acheteur. Le pouvoir adjudicateur ne pourra être tenu responsable du non téléchargement des éléments envoyés sur cette adresse mail.

Pour obtenir tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaire, les candidats devront faire parvenir au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de remise des offres une demande via le profil acheteur. Les demandes de renseignement adressées par un autre canal que le profil d'acheteur ne seront pas traitées.

En application des principes de transparence des procédures et d'égalité de traitement des candidats définis par l'article L3 du code de la commande publique, les réponses aux questions d'ordre général sont communiquées à l'ensemble des candidats via le profil acheteur.

En cas de réponse à une question de détail ne mettant pas en cause les principes de transparence de la procédure et d'égalité de traitement des candidats, il ne sera répondu qu'à l'auteur de la question.

Par ailleurs, les candidats ayant des difficultés à présenter ou à rédiger leur candidature ou leur offre peuvent contacter le Réseau Commande publique Alsace pour les accompagner dans leurs démarches. Site Internet : <https://www.rcp-alsace.eu/reseau.html>

Toutes les demandes de renseignements et compléments techniques devront obligatoirement transiter par la maîtrise d'ouvrage.

19.3 - Documents à produire au stade de l'attribution du marché

En application de l'article R2144 du CCP, le prestataire auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra produire :

- Les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail ; ces pièces sont à produire tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou documents équivalents en cas de candidat étranger.

S'il le souhaite, le candidat peut fournir, dès la remise de son offre les documents précités.

Si ces pièces ne sont pas produites au titre de l'offre, le prestataire devra les produire dans un délai maximum de 6 jours à compter de la réception de la lettre l'informant qu'il a été retenu.

La non-transmission de ces documents dans les délais impartis entraînera l'attribution du marché au candidat classé second.

19.4 - Avis d'information de la décision

Les candidats non-retenus seront informés par lettre recommandée avec accusé de réception avant la signature du marché.

19.5 - Aménagements en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

En cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence déclarée en cours de consultation, le pouvoir adjudicateur peut aménager certaines modalités de mise en concurrence dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique et après information des candidats ou soumissionnaires dans les meilleurs délais.

Le pouvoir adjudicateur s'assure également de leur possibilité de poursuivre la procédure selon les nouvelles modalités fixées. Les aménagements concernent notamment les modalités de signature pour lesquelles l'acheteur peut accepter des documents signés de manière manuscrite et scannés. Une fois l'évènement perturbateur terminé, les originaux signés sont transmis dans les meilleurs délais à l'acheteur afin d'établir une preuve parfaite des engagements contractuels.

19.6 - Traitement de données à caractère personnel

En application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

Base juridique du traitement : c) et e) de l'article 6.1 du RGPD

Finalité du ou des traitements : suivi de la présente procédure de passation, vérification de conformité, analyse des candidatures et des offres, suivi et traçabilité de la procédure et obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

Destinataires ou catégorie de destinataires : les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'Acheteur en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

Durée de conservation des données personnelles : Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès de : Madame Hélène BACKERT, DGA de la Ville de ROSHEIM- helene.backert@rosheim.com

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

19.7 - Recours

Instance chargée des procédures de médiation :

Comité consultatif inter-régional de règlements amiables des litiges relatifs aux marchés publics,
Préfecture de Meurthe-Et-Moselle
1 rue du Préfet Claude Erignac co60031
54 038 Nancy Cedex
Tél. : 03 83 34 25 62

Tribunal territorialement compétent :

Tribunal Administratif de Strasbourg
31 avenue de la Paix - BP 51038
67070 STRASBOURG CEDEX

Tél : 03 88 21 23 23 - Télécopie : 03 88 36 44 66
Courriel : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr
Url : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr/>